

# LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

[www.lemapaysbasque.eu](http://www.lemapaysbasque.eu)



## Pour nos enfants

**Cluster  
agro-alimentaire  
p. 6-7**

**Traitement  
des déchets  
p. 10-11**

**Alhondiga  
p. 13-14**

**Paul Aguirre  
p. 20**



N°149 - Octobre 2010ko Urtia MENSUEL : 2 €

**LES CENTRISTES BASQUES  
ABERTZALE BAKEZALEAK**

 **EAJ  
PNB**  
[www.eaj-pnb.eu](http://www.eaj-pnb.eu)



## ETA, le début de la fin ?

Un grand scepticisme a suivi l'annonce de la trêve partielle d'ETA. Voici le communiqué publié par EAJ PNB, relatant cette annonce.

### **Euskal gizarteak ez dio ETArri ezer zor . ETAk bakea zor dio euskal gizarteari.**

Euskal gizarteak ez dio ETArri ezer zor . ETAk bakea zor dio euskal gizarteari. ETArekin komunikatua ez da izan euskal gizarteari zor diona; ez da izan euskal gizarteak espero duena eta ez da oraindik ere itxaroten dagoena.

EAJren ustetan, prosa nahasiaren atzean, ETArekin adierazpenak ezkutatu egiten du bere porrota onartzeko duen gaitasunik eza. Aspalditik daki defendatzea bilatzen duen Euskal Herriak lepoa eman diola.

ETAk adierazi egin du "duela hilabete batzuk eraso ekimen armatuak ez gauzatzeko erabakia hartu zuela". Erabaki honek sinesgarria izateko, biolentzia behin betiko uztea behar du.

Argi daukagu euskal hiritargoak eta batez ere ETArekin mehatxu zuzena nozitzen dutenek nolabaiteko lasaitasuna sentitu dutela. Baina ez da zuzena, halako adierazpen honek sortarazten duen anbiguitasunarekin jolastea eta aldi berean arriskuaren eta kontrako zentzuan suposatzen duen interpretazioaren gainetik egitea. Illusio hau ezin da urratua izan, aurrekoetan gertatu izan den moduan.

Euskal gizarteak ETArengandik espero duen iragarpena, armak behin betiko uztea da. Eraso ekimenei amaiera ematea eta kontzeptuan defentsarako diren ekimenei amaiera ematea, hau da, balizko helburuen inguruko informazio lanak, hornikuntza lanak, estorsio gutunak, mehatxuak, kale borroka...



Iñigo Urkullu, Président national d'EAJ-PNB

Bere buruari ezker abertzalea deitzen diotaz azken urte honetan euskal gizarteari eta hainbat gizarte eragileri adierazi dizkion hausnarketak, ETArekin aurrean egindako adierazpenaren bidez

praktikan jartzeko aukera du orain; eta horrela, atzera ezina izan daitezen bide politiko eta demokratiko hutsen alde egindako apustua, eta ETArekin bakardade absolutua.

EAJk guztiz arbuatzen du bere buruari ezker abertzalea deritzonak berak egin zuen

"Anoetako Adierazpena" eman zen garaira itzultzeko atzera pausua, eta ETA erakundeari adierazi nahi dio ez dagoela tutoretza politikorik onartzerik. Euskadiren etorkizuna euskal gizartearen eskuetan eta ordezkaritza demokratikorako bideen bidez aukeratutako ordezkarien eskuetan egon behar da. Sentsibilitate ideologiko guztiek parte hartu ahal dute eta parte hartu behar dute bide honetan. EAJk

denekin lankidetzan jarduteko borondatea eskaintzen du, guztion artean bakean eta askatasunean biziko den Euskadiren alde lan egiteko.

### **La société basque n'a aucune dette envers ETA. ETA doit la paix à la société basque.**

La société basque n'a aucune dette envers ETA. ETA doit la paix à la société basque. Le communiqué d'ETA n'est pas à la hauteur de ce qu'il doit à la société basque. Cela ne correspond pas à ce qu'attend la société basque et n'est pas encore ce qu'elle espère.

Selon EAJ-PNB, derrière une prose confuse, la déclaration d'ETA montre son incapacité à reconnaître sa défaite. Cette organisation sait que le Pays Basque qu'elle cherche à défendre lui a tourné le dos.

ETA a affirmé avoir « pris la décision voilà quelques mois de ne plus mener d'offensives armées ». Cette organisation doit cesser toute violence pour que cette décision soit crédible.

Pour nous, il est clair qu'une certaine tranquillité est ressentie par les citoyens

basques, en particulier, ceux et celles qui sont directement menacés par ETA. Mais cela est injuste de jouer avec l'ambiguïté que crée un tel communiqué et d'oublier les risques et les contresens issus des interprétations qui en découlent. Cet espoir ne peut être déçu, comme cela a été le cas jusqu'à maintenant.

Le communiqué d'ETA qu'attend la société basque est l'abandon définitif des armes. Mettre fin aux attaques offensives et mettre fin aux initiatives qui conceptuellement seraient défensives : travail d'information sur des objectifs valables, tâches d'approvisionnement, lettres d'extorsion, menaces, combat de rue...

L'autodéterminée gauche abertzale a désormais l'opportunité de concrétiser face à ETA, les réflexions transmises à la société basque et aux différents agents sociaux, durant cette dernière

année. Elle doit rendre irréversible, en particulier, l'interprétation de son engagement en faveur de voies exclusivement politiques et démocratiques.

EAJ-PNB rejette absolument un retour à la période de « la déclaration d'Anoeta », prononcée par l'autodéterminée gauche abertzale et indique à ETA qu'il n'admet aucune velléité de tutelle politique. L'avenir d'Euskadi doit dépendre exclusivement de la société basque et de ses représentants démocratiquement élus. Il s'agit d'un processus dans lequel toutes les sensibilités idéologiques peuvent et doivent participer. EAJ-PNB est disposé à travailler avec les partenaires de toutes ces sensibilités en poursuivant l'objectif d'une Euskadi en paix et en liberté.



## Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

### Gurs : un camp d'abord pour les Basques (I)

La guerre civile d'Espagne touchait à sa fin. La victoire du Général Franco était inéluctable. Barcelone tombait aux mains des franquistes le 26 janvier 1939. Le 5 février, le président catalan Companys et le président basque Agirre prenaient le chemin de l'exil, par la montagne, sur la frontière catalane. Les autorités républicaines espagnoles ne les avaient pas attendus : elles étaient parties deux heures plus tôt. Environ 470 000 réfugiés républicains vont passer la frontière en une douzaine de jours. Les principaux camps de réfugiés sont sur la côte catalane de France : Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien et Barcarès. Si les Basques sont disséminés dans pas moins de 15 camps d'internement du Sud de la France et d'Afrique du Nord, bientôt 1 500 d'entre eux sont regroupés dans le camp d'Argelès-sur-Mer où ils forment « Gernika Berri » ; la vie est précaire et particulièrement dure ; les repas sont insuffisants et médiocres.

#### La création du camp de Gurs. L'internement de 1939

Le camp de Gurs est conçu au départ pour abriter des Basques. Il s'étend en Béarn, près de Navarrenx, aux confins de la Soule, sur 80 hectares. Il va devenir bientôt la troisième agglomération des Basses-Pyrénées par le nombre de ses habitants (plus de 18 000) après Pau et Bayonne. Quatre îlots (sur 13) sont affectés aux Basques. Le camp est construit du 15 mars au 25 avril 1939. Au total, 6500 Basques passeront au camp de Gurs en 1939 (entre 23 et 31% de la population totale du camp) ; il s'agit d'une population

jeune (26 ans de moyenne d'âge) et en assez bonne santé. Au début, les installations (plus de 400 barraques) sont en bon état et Gurs apparaît plus hospitalier qu'Argelès-sur-Mer où l'on couchait sur la plage. Mais de redoutables fléaux ne tardent pas à faire leur apparition : les puces, les poux et surtout les rats. La nourriture est très insuffisante et le service de santé est désastreux.



Un nombre important de Basques va pouvoir quitter le camp de Gurs : rapatriements en Espagne, évacués sanitaires vers l'hôpital de « La Roseraie » de Bidart, ouvriers dans les usines travaillant pour la Défense Nationale (arsenaux et poudreries) surtout après la déclaration de guerre de septembre 1939. Au 1<sup>er</sup> mai 1940, il n'y a plus qu'une centaine de Basques sur une population totale tombée à 2 500 personnes.

#### L'internement des Basques en 1940

Cet internement dura peu : à peine un mois (18 mai-23 juin 1940) mais il eut lieu dans une période particulièrement dramatique. Le 10 mai, Hitler avait initié en Belgique une puissante offensive militaire que beaucoup en France présentaient comme devant être

dévastatrice. Dès lors, c'est une véritable angoisse qui étreint les Basques internés. Sera-t-on livré à Franco ? Les troupes allemandes atteindront-elles bientôt Gurs ?

Du 18 mai au 1<sup>er</sup> juin 1940, près de 600 Basques réfugiés sont arrêtés principalement sur la Côte Basque par les services de gendarmerie et de police et conduits au camp de Gurs.

Il convient d'insister sur le fait que cette rafle de 1940, décidée par la III<sup>ème</sup> République finissante, a obéi à des considérations ethniques parce qu'elle a concerné exclusivement des Basques : la majeure partie est du PNV ou du syndicat STV-ELA. Il y a aussi des membres de ANV, quelques socialistes, communistes ou anarchistes.

Les dirigeants du PNV – avertis de l'imminence de la rafle – avaient décidé de ne pas fuir et d'accompagner les militants dans leur internement à Gurs.

Malheureusement, un Basque continental avait joué un grand rôle dans cet internement des Basques péninsulaires. Son nom : Jean Ybarnegaray.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA  
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84  
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA  
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port  
Design graphique / mise en page : Izar Design

N° CPPAP 0613 P 11238



## Un contenu

En décembre 2002, EAJ/PNB a présenté son projet de Collectivité Territoriale du Pays Basque qui est la version actualisée de son projet institutionnel de 2002.

Il est important de remarquer que ce projet institutionnel rentre pleinement dans le cadre de la constitution actuelle.

Le Pays Basque doit bénéficier d'une institution forte avec des moyens afin d'agir dans la proximité et répondre aux besoins locaux pour améliorer la qualité de vie de ces habitants. Elle doit favoriser la reconnaissance du Pays Basque, c'est juste l'opposé de la décentralisation centralisée.

Si nous observons le résultat de « Pays Basque 2010 », nous constatons la nécessité et le besoin de dépasser les structures actuelles.

La collectivité territoriale spécifique du Pays Basque doit avoir un contenu pour être efficace et anticiper l'avenir. L'objectif étant de palier les moyens économiques et le pouvoir institutionnel, afin de compter sur elle-même (autonomie fiscale).

Avancer avec l'enchevêtrement des niveaux de décisions actuelles est impensable. Ces différents niveaux de décision sont concurrentiels et, à l'arrivée, le système de fonctionnement sera long et coûteux.

Le point important à tenir en compte dans ce projet institutionnel : la fusion des compétences du département et de la région. La priorité est le service de proximité, la formation et l'apprentissage, l'économie et production, l'implantation des services publics locaux... le service sanitaire et social représente un budget non négligeable.

La fusion des compétences simplifie pour être plus efficaces : une Collectivité territoriale du Pays basque se compose d'un président (pouvoir exécutif) et de conseillers responsables, chacun dans son champ, et une assemblée territoriale unique qui décide.

Selon l'article 72 de la constitution, la CTPB aurait droit à l'expérimentation en matière législative et réglementaire. Elle le sollicitera donc dans les domaines suivants : un statut régional de l'euskara (l'enseignement de la langue basque et du gascon dans les écoles publiques et privées), un aménagement foncier adapté, la coopération avec l'autonomie d'Euskadi et de la Navarre ainsi que la gestion directe de fonds européens, comme l'Alsace, sans dépendre de l'État.

Pour conclure, nous devons construire, entre tous, la Collectivité Territoriale du Pays Basque. EAJ/PNB a fait sa proposition pour une collectivité territoriale spécifique pour le Pays basque et y a mis un contenu.

C'est dans cette optique qu'EAJ/PNB veut ouvrir un nouveau débat institutionnel.

Pour plus d'information complémentaire, se référer au [www.lemapaysbasque.eu](http://www.lemapaysbasque.eu)

*Txaro GOIKOLEA*

### E.T.A.REN ARABERAKO BAKEA.



*E.T.A. ren eboluzioa : iragan distiratsu baterantz hegalka doa.*

*Ciorika*

La paix selon E.T.A.

E.T.A. évoluée, elle vole vers un passé radieux



## Agirre Lehen Lehendakaria

Agirre utzi ginuen Molaren mehatxuekin eta Durangoko bonbardaketarekin (apirilaren 6an). Handik laister Molak hasiko zuen benetako ofensiba. Lehenik Gernika bonbardatuz (apirilaren 26an) euskaldunei beldur egiteko eta gero Francoren tropek (Mola hilen baitzen ixtripu batean) Bilbo hartuko zuten. (Ekainak 19).

### Gernikako Bonbardaketa



Alemanen inbasioa, ikusgarri bezain beldurgarria.

### (apirilaren 26an)

Egun hortan aleman hegazkinek xehatuko zuten euskaldunen hiri saindua. Merkatu eguna zen eta uhainak itxas bazterreara heltzen diren bezala igorriko zituzten hegazkin taldeak hiria bonbardatzera, jendeak hilez eta etxeak xehatuz. Bakarrik Arbola eta Juntetxea geldituko ziren xutik. Izigarriko oihartzuna izan zuen ekintza basati horrek (hiri irekia zen Gernika) mundu osoan. Orduan anitz jende ohartu zen Franco eta faxisten (italiar eta aleman) loturaz. Demokraziak (Frantzia, Ingleterra eta abar), beldurrak janak, mugitzen ez zirelarik. Intelektual, artista eta erlisis gizon batzu atsegabeterik geldituko ziren eta beren oihua, Gernikako biktimekin batera deneri helaraziko ondoko denboretan. Lehen lehenik Picassoren obra famatuena mundu guziaz geroago ezagutuko zuena. Gero idazle asko, frantsesetan Mauriac, Bernanos, Mounier, Maritain eta abar. Euskaldunek ere jakin araziko zuten beren atsegabea eta bihotz mina. Irratiz, Agirrek, Altubek (Gernikako alkate orduan) eta besteek. Gernika sekula baino gehiago euskaldunen sinbolo bilakatu zen eta 50 urte geroago hor ditugu Laboa, Lauaxeta-Valverde, edo beste poeta aintzen kantu hunkigarriak.

### Bake planak

Bitartean gerlak jarraitzen zuten Euskadin. Italiarrek ere beren garrantzia agertu nahiz Ciano Kondeak (Mussoliniren suhia) mezu bat hel arazi zion Agirreri. Ciano zen kanpo

arazoetako minixtroa eta hau proposatu zion Agirreri : Mussolinik (Italiak beraz) euskaldunekin bakea egitea. Hortako Bilbo italiar tropen menpe utzi behar zuten euskaldunek eta trukean Euskadin lasaitasuna et agintari eta gudari guzuen bizia bermatzen zuten. Agirreren erantzuna argi baino argiago izan zen : ez zuen onartuko errendizio hitza aipatzen zuten bake-planik. Geroxago Batikanoak ere proposamen bertsua bidali zuen Lehendakariari. Proposamen hori ez zen Agirreren gana heldu : Errepublikako gobernuak hartu zuen (Valentzian) eta hunek Agirre kontsultatu ere gabe erantzuna bidali zion Vatikanuari, ezezkoa bixtan dena.

### Bilboren erorketa

Euskadiko hiri handiena, Jaurilaritzaren egon tokia eta burdin fabrikeri esker euskaldunen hiri azkarrena ekonomikoki (hortako zuten italiarrek ere eskuratu nahi bai eta alemanek ere). Burkinezko gerrikoa deitu defentsa harresi gisako bat muntatua zuten euskaldunek Bilbo inguruan. Baina euskal frontea ahultzen ari zen bereziki hegazkinen erasoen gatik eta zoritxarra handiago izateko injeneru batek « burdinezko gerrikoaren » planak eman zituen frankisteri. Hala ta guziz gudariak entsaiatu ziren Bilbo defenditzera. Baina Agirrek zioen : « egun batzu gehiago ezin genion eutsi erasoari, elikagaien (janarien) eskasia eta ur eta argi falta zela medio ». Hau gertatzen zen bitartean nazioarteko potentziek neutraltasuna pratikatzen zuten. Leon Blum Frantziako gobernuburu sozialistak debekatu zuen armak Espainiara esportatzea. Gauza honekin biziki hasarretu zen Agirre Lehendakaria « Nazio boteretsuen izaera beldurti eta egoista salatuz ».

### Santoñeko akordio faltsua

Jaurilaritzak Bilbo utzi zuen denak ebakuatuta. J.M. Leizaola izan zen hiria azkenik utzi zuen Juntaren presidentea. Euskal tropak Turtziozera (Bizkaiko azken udalerrria) joan ziren. 100 000 lagun izan baziren euskal armadan, 30 000 bai-zik ez ziren gelditzen. Laster Kantabriara pasa ziren. Agirrek gudariak Kataluniara eraman nahi zituen, han borrokan jarraitzeko. Aldiz Ajurriagerrak orduko EAJren buruak nahiago zuten gudariak eta agintariak bizirik atxikiko zituen hitzarmen bat lortzea.

Azkenean pisu gehiago izan zuen EAJren logikak eta Mancini jeneral italiarrak hitzarmena sinatu zuen 1937ko abuztuaren 24an. Harmak eta materiala gudariak italiar legionarioen esku utzi behar zuten eta hauek gudari eta agintarien bizia errespetatu. Euskaldunek bete zuten agindutakoa ez ordea italiarrek eta gudariak kartzelatu zituzten.

lñaki Agirrek (Jose Antonioren seme gazteenak) ez du uste hor traiziorik egon zenik. Iduriz frankistak jin ziren eta dena nahasi italiarrak behartuz nahi ez zutena egitera. Zalantzarik gabe Santoñakoa porrot handia izan zen dio I. Agirrek. Memento hortako aferez asko dakiena eta idatzi duena da A. Onaindia kalonjea.



Agirre familia osoa bildurik.

Dena dela Ajuriagerrak hitzarmena sinatu baino lehenago Agirrek aldegin zuen Santanderetik. Biarritzera joan zen hegazkinez de la Torre, eta Monzon sailburuekin batera. Han bere emazte Mari eta Aintzane alabarekin elkartu zen berriz. Gero Kataluniara joan zen Agirre Jaurilaritzako kideak lagun zituela.

### Desterruko urte latzak

Urtebete baino gehiago eman zuten bertan. Denbora berean Franco-k Ebroko bataila irabazi eta abendoan hasi zen Katalunian sartzen. Urtarrilaren erdialderako (1939) Tarragona konkistatu zuen eta handik laster Girona eta Bartzelona hartu zituen menpean.

Otsailaren 4an, Azaña (Errepublikako presidentea), Companys (Generalitateko lehendakaria) eta Agirre handik Frantziara joan ziren. Aro berri bat hasiko zen Jose Antonioren bizian. Lehenik Alemanek Parise eta Frantzia konkistatzen zituzten mementoan izigarriko odisea ezagutuko zuten eta lortuko zuten nazien aztaparretarik eskapatzea : zinez filma eder baten gaia badago Agirreren eskapatze hortan « De Gernika a Nueva York pasando por Berlin » berak maisuki kondatzen duen historia harrigarrian.

Bigarrenik Agirre New-York-en kokatuko zen Hego Ameriketako euskaldunak bisitatu ondoan (Argentina, Uruguay eta abar). Kolunbiako Unibersitateko erakasle izango zen eta benetako Estatu gizona bezala agertuko denekin izango zituen har emanetan bai eta ONU eta Europa batuaren sorreran.

Bere familia ere handituko zen. 1939ko irailean hasiko zen bigarren Munduko Gerla eta lehen asteetan sortuko zen Joseba, Mari eta Jose Antonioren bigarren umea. 1943an New-York-en sortuko zitzaizen lñaki Agirre beren hirugarren haurra. Eta 1939etik, 1970ko martxoaren 22 arte (hiltzearen eguna) gauza asko ta asko eginen ditu oraindik J.A. Agirrek bere aberriaren alde.



## Les points chauds

10 cantons du Pays basque seront renouvelables en mars prochain et 3 seront scrutés à la loupe. C'est le cas de celui de Tardets en Soule, où le conseiller général sortant centriste Michel Arhancet n'a pas encore pris sa décision de repartir devant les électeurs. Ce qui est certain, c'est que la gauche met de sérieux espoirs sur le candidat de gauche, Arnaud Villeneuve, le maire de Tardets. Autre point chauds, les cantons de Bayonne Ouest et Est. Dans l'Ouest, Monique Larran Lange défendra les couleurs centristes alors qu'elle avait été élue sous les couleurs socialistes. Ses anciens amis vont tout faire pour le lui faire payer électoralement. Dans l'Est, les socialistes réussiront-t-ils à conserver un siège qu'ils avaient ravis au centriste Jean René Etchegaray ?

Pour les 7 autres sortants, l'élection s'annonce plus sereine, que ce soit pour Max Brisson (Ump - Biarritz Ouest), Christophe Martin (PS - Bayonne Nord), Jean Castaings (Ump - Bastida), Beñat Inchauspe (F64 - Hasparren), Frantxoa Maitia (PS - Garazi), J.Louis Caset (F64 - Iholdi) ou le remplaçant de Jean Espilondo (PS - Anglet nord).

## Serré, vous avez dit serré ?

Si les politologues sont quasiment tous d'accord pour dire que la présidence du Conseil général se jouera à peu, certains n'hésitent pas montrer leur confiance. C'est le cas des socialistes, que l'on croise souvent avec un sourire gourmand, à l'image de leur chef de file Jo Labazée. Pressenti pour être président en cas de victoire de la gauche, il affiche sa sérénité et sa confiance en la victoire. Et il paye de sa personne : un jour ici à Bayonne, un autre à Tardets et un autre là à Pau. Comme si le dernier département de l'Aquitaine pas encore à gauche, allait tomber comme un fruit mûr...

## À gauche toute !

Pour être bien certain de mettre toutes les chances de son côté en mars prochain, le parti socialiste ne ménage pas sa peine. Il discute même avec AB, l'un des partis de la gauche abertzale, dont les membres étaient encore, il n'y a pas si longtemps, persona non grata. On se souvient de l'accueil par les socialistes de l'ancien conseiller général de Baigorri, Jean Michel Galant, au parlement de Navarre à Pau.

Alors, même si ce n'est pas Jo Labazée, un peu gêné aux entournures, qui négocie, l'accord n'est pas certain entre la gauche française et son homologue basque. Quoique. On a déjà vu des électeurs abertzale de gauche du premier tour voter pour Jean Espilondo au second, parce qu'il était de gauche et ainsi faire battre un candidat centriste pourtant euskaltzale. Alors...

## Et le centre ?

Si la gauche est euphorique vu les résultats des dernières élections et que l'UMP est plutôt dans le fatalisme, c'est certainement au centre que se jouera l'équilibre politique. La gauche a certes renforcé son assise lors des municipales (surtout en Béarn) et des précédentes cantonales, mais le centre s'est bien tenu lors des dernières régionales. Et si l'accord de désistement réciproque entre l'UMP et Forces 64 fonctionne bien au deuxième tour, la gauche pourrait avoir des surprises. D'autant qu'un seul canton, aussi petit soit-il, peut faire pencher la balance dans un sens comme dans l'autre...

## Ah, les people !

Après Christophe Hondelatte, c'est au tour d'Anne Sophie Lapix de donner son point de vue sur le Pays Basque dans une interview à notre confrère La semaine du Pays Basque. Et curieusement, l'avis est le même. Pour C.Hondelatte, « le Béarn est un chance d'ouverture pour le Pays Basque » et pour A.S.Lapix, « les nationalismes sont dangereux et je suis pour la plus grande ouverture possible ». Comprenez donc, que vu de Paris, nous faisons un tantinet repliés sur nous mêmes. Heureusement, des basques comme eux sont partis travailler à Paris, ont compris tout ça et ils nous le disent ! Merci ! Mais bon prince, A.S.Lapix avoue aimer « l'attachement des basques à leur pays ». Oui, mais pas trop quand même, hein ?

## Et si MAM ?

C'est la dernière rumeur à la mode. Et si MAM (Michèle Alliot Marie pour les non-intimes) était nommée à Matignon ? Certes, ce ne serait pas la première femme à avoir été 1<sup>er</sup> ministre (qui se souvient d'Edith Cresson ?), mais ce serait la première élue de droite et la première du Pays Basque. L'idée ferait d'autant plus plaisir à ses amis basques et béarnais de l'UMP que les élections cantonales de mars 2011 approchent.

Et s'afficher avec un premier ministre pendant la campagne électorale, ne déplairait pas à certains candidats alors que le résultat s'annonce serré...

## Tracer son sillon

Début septembre, des rencontres à la ferme étaient organisées sur une vingtaine d'exploitations du Pays Basque et du Béarn. Une bonne idée pour faire connaître le métier d'exploitant agricole, non ? Mais un œil averti a été attiré par le prospectus de promotion de cette journée. Sur la vingtaine d'exploitations à visiter, 7 seulement étaient en Pays Basque. Sur la carte du département qui y est dessinée, on n'y voit pas la limite entre Pays basque et Béarn. À la place, le département est partagé en 3 zones de couleurs différentes. On se dit alors qu'il faut chercher une explication liée au mode d'agriculture : de montagne, de piémont de plaine ?

La réponse est plus simple : ces couleurs recouvrent celles des arrondissements. Des limites administratives qui datent d'un autre âge et qui ne sont guère plus utilisées sauf par l'administration. De là à dire que les promoteurs de cette journée qui se voulait œcuménique, FDSEA et JA, aient eu une arrière pensée plus politique, il n'y a qu'un pas...

## Sud Ouest Pays Basque et Soule

C'est promis, juré, les lecteurs de Sud ouest Pays basque devraient retrouver une chronique sur la province basque de Soule, actuellement rattachée à l'édition Béarn et Soule. Une séparation qui date quand même de la ligne de démarcation et du gouvernement de Vichy, mais bon...

Donc les souletins émigrés sur la côte et les bas navarrais et labourdins pourront prendre des nouvelles de la Soule tous les jours. Déjà un premier effort est visible : n'a-t-on pas vu fleurir une page nommée « Pays Basque intérieur – Soule » ? Ah, bon, la Soule ne fait pas partie du Pays basque intérieur ? Pour trancher le débat on pourrait toujours faire appel à des spécialistes comme les auteurs du supplément estival de Sud Ouest. Eux ont carrément placé la Soule et toute ses animations en Béarn. On imagine d'ici la tête du visiteur, flanqué de son spécial été, qui découvre la pastorale en Soule menée en basque du début à la fin...



## Maité Loyatho : « une image à défendre »

**Depuis mars 2010, Maité Loyatho est la première présidente du cluster agroalimentaire « Uztartu ». Elle présente les ambitions de ce cluster d'un secteur clé de l'économie du Pays Basque nord.**



### Qu'est-ce que ce cluster de l'agro-alimentaire ?

Ce cluster « Uztartu » est la première structure à réunir autant d'acteurs différents du monde agro-alimentaire pour mener un maximum de projets en commun.

### Pourquoi avez-vous accepté ce poste ?

Il s'agit d'une démarche intéressante. Elle est le résultat de deux années de réunion qui ont toujours été suivies par près de 15 à 20 personnes. Aujourd'hui, près de 20 entreprises sont concernées par cette démarche. Lorsque des entrepreneurs se mobilisent, cela signifie que l'on répond à un besoin.

### Quel est ce besoin ?

Il s'agit d'abord de la défense de l'image du Pays Basque. Actuellement, il devient très vendeur d'utiliser le nom Pays Basque pour tout et n'importe quoi, y compris pour des produits fabriqués en Chine. Or, nous autres, entrepreneurs qui travaillons et développons des produits issus du terroir local, nous sommes les plus à mêmes d'utiliser cette image.

### Quelles sont été les difficultés à surmonter ?

Le problème de tirer la qualité vers le haut a été le plus complexe. Chacun veut bien mettre dans le pot commun sa renommée, à condition que tous les partenaires soient dans la même exigence de qualité. Sans ce préalable, le risque est de favoriser les moins scrupuleux qui bénéficieraient des retombées de la marque collective. Cela créerait une fausse concurrence. Malgré cette difficulté, le groupe s'est soudé. Des filières organisées bénéficient déjà d'une reconnaissance publique, comme l'AOC du piment d'Espelette ou celui du fromage de brebis. D'autres émergent.

### Qui a intégré ce cluster ?

Nous représentons de nombreux acteurs du monde agroalimentaire local, de plusieurs filières, la filière dominante du lait de brebis, mais aussi, la viande bovine, la charcuterie, le vin ou le piment doux... Une originalité et un intérêt majeur de ce cluster est de permettre une représentation des différents maillons de ces filières, les petits producteurs, les ateliers de transformation. Les décisions se prennent entre les institutions agricoles organisées, les entrepreneurs, les pouvoirs publics ou des structures parapubliques comme la Chambre de Commerce et d'Industrie. Jean-Claude Mailharrin, l'animateur du cluster est un salarié de la CCI.



### Ce groupe tiendra-t-il ?

C'est déjà en soi une réussite. Pour tenir, cette expérience doit permettre de parvenir rapidement à des résultats concrets. Il doit s'agir d'apports tangibles pour gagner en crédibilité.

### Vous êtes-vous inspirés de l'expérience des cluster en Pays basque sud ?

Ils sont pionniers en la matière et sont un modèle à suivre dans leur mode de gouvernance et le financement public. Comme en Pays Basque sud, nous donnons la priorité à l'initiative privée.

### Quels sont vos projets ?

Nous continuons à avancer sur la mise au point de cette marque territoriale Pays Basque, avec une exigence de qualité réaffirmée. Nous souhaitons travailler sur la valorisation de la viande bovine. Cette nouvelle filière de proximité permettrait à des éleveurs de pratiquer une vente directe. L'importance pour beaucoup de se reconverter dans ce type de production, nous incite à travailler sur la qualité de cette production. Nous travaillerons également avec le syndicat de promotion du piment doux avec la mise en place d'un laboratoire d'analyse sensorielle et des tests sensoriels.

Nous lançons également avec les ingénieurs d'Apesa Estia, un projet d'emballages éco-conçus qui intéressera quasiment tous les partenaires du cluster. Plusieurs pistes sont à l'étude : un sac à partir du pin des Landes, des emballages isothermes avec de la laine de brebis...

Nous lançons également un projet sur la méthanisation du petit lait de brebis pour le transformer en source d'énergie. L'ambition est de créer des produits à partir des sources d'énergie les plus proches.

### Les grands groupes comme Lur Berri ont-ils intégré le cluster ?

Lur Berri n'est pas membre du cluster. Les grandes laiteries productrices de fromages de brebis n'y sont pas non plus. Ils n'ont pas intégré cette démarche collective locale. À nous aussi de faire nos preuves et de démontrer que nous obtenons des résultats.

### Comment êtes-vous financés ?

Nous sollicitons les différents partenaires institutionnels comme la région Aquitaine, directement concernés par le développement économique. Selon cette institution, il vaut mieux des projets moins ambitieux mais plus local. Dans ces schémas, elle a désormais intégré l'importance de la dimension locale des projets et s'intéresse à notre expérience.



## **Peio Etxeleku :** **« des projets deviennent possibles »**

**Peio Etxeleku est le responsable commercial de la Scop Agian, la fromagerie d'Hélette. Il est membre du Conseil d'Administration du cluster « Uztartu ». Il nous fait part de ses motivations.**



### **Quels sont les avantages attendus pour ton entreprise ?**

Cela nous permet de défendre en commun une image de qualité du Pays Basque, aujourd'hui menacée. C'est fondamental sur le moyen terme pour la commercialisation de nos produits. Ce cluster nous permet de mutualiser des projets que seuls nous ne pourrions pas mener. Nous concernant, le projet de transformation du petit lait en source d'énergie par sa méthanisation en est une illustration.

### **Que penses-tu de l'expérience des cluster menés en Pays basque sud ?**

Elle est remarquable, même si nous ne travaillons pas à la même échelle. Ils sont devenus une référence suivie de près en Europe. Nous avons tout intérêt à mieux les connaître, analyser leur fonctionnement, mais aussi tirer un bilan de 20 ans d'expérience de gestion « cluster ». Concernant notre secteur d'activité, je souhaiterais travailler avec des entreprises du Pays Basque sud et les intégrer dans notre cluster.

## **L'Education Nationale en échec** **(II et fin)**

*Suite de l'article paru dans le Lema 147*

... Non seulement les options constituent, pour les mieux informés, un outil pour s'écarter des établissements moins réputés, mais la lourdeur des horaires ampute les moyens d'aide pédagogique dont pourraient disposer les élèves en difficulté.

L'affectation des enseignants pose problème également : la procédure d'affectation ne tient aucun compte du besoin des élèves ou des établissements. C'est essentiellement l'ancienneté, et secondairement les besoins familiaux des enseignants, qui détermine la nomination d'un prof. dans un collège ou lycée. Le résultat est que ce sont les débutants, les professeurs les moins aguerris, qui sont affectés dans les postes réputés difficiles, ceux que les professeurs plus entraînés ne veulent pas. Cela provoque une rotation rapide des professeurs dans les écoles difficiles qui mériteraient un corps

enseignant stable. Le métier des enseignants a fortement changé. Or le recrutement n'a pas fondamentalement évolué depuis 1950 : un professeur est recruté sur ses connaissances dans la matière qu'il enseigne. Il en ressort que pour bien des enseignants, le métier est resté celui du lycée du XIX<sup>e</sup> siècle : transmettre des connaissances. N'ont-ils pas été recrutés sur leur maîtrise de ces dernières ? Ces mêmes enseignants sont cependant obligés de constater que face à la massification de l'enseignement secondaire, face à l'hétérogénéité des élèves en face d'eux, ils se devraient d'assurer un suivi, un accompagnement plus personnalisé des élèves en difficulté. Or bien des enseignants se sentent désarmés, mal formés pour ces nouvelles fonctions.

La Cour souligne aussi que le mode d'évaluation et de notation des enseignants est à revoir : inspections trop rares, souvent formalistes, peu incitatives pour les professeurs qui veulent

innover, s'investir dans leur métier. L'ancienneté reste la base de la notation. Enfin, tout le monde se rejoint pour estimer que le rythme des journées et des semaines de travail sont fixées en fonction des besoins des parents, des enseignants, et non des élèves. Cela aboutit à des journées de travail trop longues, et à trop peu de journées et de semaines de cours dans l'année. Mais quel parent acceptera de se lever le samedi matin pour envoyer son enfant à l'école ? Que diront les professionnels des stations de ski si les vacances de Carnaval sont réduites ? Et qui acceptera de réduire les vacances d'été à 5 semaines, comme dans la plupart des pays européens ?

Le chantier de l'Éducation Nationale est loin d'être clos.

*Jean Marc Quijano*



## Une question éminemment européenne

La politique de la France envers les Roms a provoqué une avalanche de critiques. Les dénonciations les plus virulentes ont émané des institutions européennes... l'escalade verbale entre le Président français et les responsables de la Commission illustrant l'acuité d'une question qui ne peut être traitée qu'au niveau européen.

Avec l'élargissement de l'Union européenne à l'Est en 2007 et la liberté de circulation à l'intérieur de ses frontières, l'Europe de l'Ouest a découvert « la question rom ». L'intégration à l'Union de la Roumanie et de la Bulgarie a tout d'un coup fait des Roms la 1<sup>ère</sup> minorité ethnique en Europe avec une population estimée entre 10 et 12 millions de personnes. Celles-ci sont difficilement acceptées dans leurs pays d'origine et bon nombre d'entre elles cherchent meilleure fortune dans les États les plus riches de l'Union.

L'intégration des Roms est l'un des grands chantiers de la Commission européenne qui y a mis les moyens puisque pas moins de 17,5 milliards d'euros ont été affectés, sur la période 2007-2013, à des mesures en faveur des Roms et d'autres populations défavorisées ! Force est de constater qu'il s'agit d'un problème qui mobilise des sommes et des énergies considérables mais pour un résultat plus que décevant.

### Respect du droit européen

La reconduite systématique de Roms par la France dans leurs pays d'origine, ne pose pas seulement des questions de morale ou de valeurs. Elle interroge sur la compatibilité d'une telle démarche avec le droit européen. Car, il convient de rappeler une donnée de base : un Rom, ressortissant roumain ou bulgare, est un citoyen de l'Union européenne et il bénéficie à ce titre de la libre circulation garantie par les Traités ; ce droit individuel dont bénéficie chaque citoyen européen est l'un des fondements essentiels de l'organisation politique qu'est l'Union.

Certes, cette citoyenneté n'est pas inconditionnelle et il ne faut pas éluder les difficultés pratiques que peut poser cette liberté de circulation des personnes notamment pour ce qui concerne

l'accès aux systèmes de protection sociale ou au marché du travail. En outre, pour les ressortissants roumains et bulgares qui relèvent encore pendant quelques années de mesures transitoires, des obligations particulières leur sont imposées notamment si le séjour excède une durée de trois mois. Ceci-dit, ces dispositions transitoires, aussi restrictives soient-elles, ne doivent pas entraver le principe absolu de liberté de circulation qui ne peut être remis en cause qu'en cas de menace à l'ordre public.



Et, c'est là où le bât blesse : en stigmatisant une communauté, et en reprochant à l'ensemble d'un groupe les agissements de quelques-uns de ses membres, les autorités françaises ne sont pas loin de pratiquer une politique discriminatoire fondée sur le caractère supposément criminel de ces populations et de leur mode de vie nomade.

### Procédure d'infraction

La Commissaire européenne Viviane Reding ne s'y est pas trompée puisqu'elle envisage de lancer une procédure d'infraction à l'encontre de la France, basée sur deux points : l'application discriminatoire de la directive sur la libre circulation dans l'Union et le défaut de transposition des garanties procédurales et matérielles prévues par ce même texte.

En agissant ainsi, la Commission européenne est dans son droit et les propos virils exprimés par le président et certains ministres français refusant de recevoir des leçons de la part des institutions communautaires sont d'autant plus étonnants que les Traités européens, et notamment celui de Lisbonne (négocié justement sous présidence française !), attribuent à l'Union des compétences en matière de libertés publiques et de respect des droits de l'Homme. Instrumentalisation et marginalisation

Ceci-étant, la plupart des pays européens pratiquent la même politique que la France à l'égard des Roms ; ceux-ci ne sont en général les bienvenus nulle part et ils sont en butte à l'hostilité de la population et considérés comme des citoyens de seconde zone même dans leurs pays d'origine. Mais, le problème vient du fait que le gouvernement français est le seul à mettre en scène cette politique d'expulsion à des fins certainement électorales...

L'on peut regretter que la France se soit ainsi marginalisée sur la scène européenne : elle aurait pu sortir de cette affaire par le haut en la portant au niveau européen afin de travailler sur des solutions à 27 avec les pays de départ et d'accueil, réfléchir à des politiques d'intégration de ces populations, envisager, pourquoi pas, un plan d'urgence, et placer devant leurs responsabilités les États concernés au premier chef (la Roumanie et la Bulgarie).

ITSAS



## **Marie Andrée Saint Esteben :** **« Quelques éléments de** **réflexion sur l'enseignement »** **(III et fin)**

Suite et fin du témoignage de Marie Andrée Saint Esteben, enseignante, à l'heure de la réforme de l'Éducation Nationale.



### **Quelles seraient tes principales idées pour améliorer la qualité de l'enseignement ?**

Cette question mériterait un grand débat et il est difficile d'y répondre en quelques lignes ! Voici quelques éléments de réponse :

les moyens à mettre en place doivent tous viser à faire que l'élève se connaisse de mieux en mieux pour se projeter, à son rythme, vers l'avenir. Je vous propose une phrase tirée d'un texte de Khalil Gibran, que j'apprécie beaucoup : « ... si le maître est sage, il ne vous invite pas à entrer dans la demeure de sa sagesse. Il vous conduit jusqu'au seuil de votre esprit. L'astronome peut vous parler de son entendement de l'espace. Il ne peut vous donner son entendement. Le musicien peut vous interpréter le rythme qui régit tout espace. Il ne peut vous donner l'ouïe qui capte le rythme, ni la voix qui lui fait écho. Celui qui est versé dans la science des nombres peut décrire les régions du poids et de la mesure. Il ne peut vous y emmener... »

Voici donc quelques mesures importantes à mes yeux :

- Des classes à effectif moins important, ce qui suppose évidemment la création de postes et donc des moyens accrus (il faut savoir aussi que, pour chaque élève inscrit, le lycée reçoit un forfait. Il est donc plus « rentable » pour l'organisme de gestion du lycée de voir des classes « remplies »...)

- La possibilité pour un élève de pouvoir quitter momentanément le groupe classe s'il n'a pas assimilé des notions essentielles, ou s'il a au contraire très vite intégré ces notions. Cela passerait alors par un système beaucoup plus souple d'enseignement et des accompagnements personnalisés plus nombreux (la réforme des classes de seconde mise en place en septembre 2010 prévoit 2 heures d'accompagnement : ça a le mérite d'exister et c'est peu en même temps, et paradoxal si l'accompagnement dit personnalisé doit se faire en classe entière !)

- Une plus grande autonomie dans le fonctionnement des lycées et la possibilité d'innover et d'expérimenter : l'enseignement sera d'autant plus adapté et performant que les établissements s'impliqueront de façon totalement autonome dans la gestion de la dotation horaire accordée, du fonctionnement... Qui mieux que les équipes travaillant ensemble connaîtraient mieux qu'elles, leurs compétences ? On devrait s'appuyer beaucoup plus sur les compétences que possède chaque membre de l'équipe éducative, en dehors des matières enseignées.

Cela suppose aussi des propositions de formations internes et externes avec des augmentations des budgets correspondants. Or, c'est le contraire qui se produit.

- Utiliser les compétences des élèves pour qu'ils s'impliquent davantage.

On devrait aussi impliquer davantage les élèves dans le fonctionnement du lycée. Ils sont tout à fait capables d'être partie prenante de certaines structures. Ils en font partie, mais ils ont souvent l'impression de ne pas être entendus. Les impliquer réellement dans la prise de certaines décisions leur permettrait de se responsabiliser et d'être des porte-parole, des intermédiaires, des « décodeurs » de la parole des adultes, des médiateurs, des tuteurs...

De nombreux élèves vivent des situations familiales compliquées et parfois très difficiles. Certains adolescents éprouvent un mal-être. La psychologie, qui heureusement fait de moins en moins peur, devrait aider les équipes éducatives à gérer des comportements et des situations difficiles. Il faudrait donc que des postes soient créés. Il faut comprendre que tout le monde n'est pas psychologue. Il faut que les équipes éducatives reconnaissent qu'elles n'ont pas toutes les compétences, et il faut aussi que ces équipes puissent ensuite trouver le relai indispensable.

Les lycées sont heureusement de plus en plus ouverts vers l'extérieur : lien avec les acteurs de l'économie, de la culture, avec des établissements étrangers. Cependant la lourdeur des démarches administratives à effectuer lors de chaque sortie ou pour mener à bien chaque projet rend la tâche bien difficile ! Il faudrait un système plus souple. L'enseignement représente un immense chantier qui est, pour très peu, géré par les « artisans » travaillant sur le terrain, et chaque acteur fait de son mieux pour l'élève, dans cette situation.



## Jean Bernard Serbielle

### “ Charritte-de-Bas n'aura pas ”

Suite du dossier sur le traitement des déchets avec une attention portée sur la manière de communiquer un exemple avec le centre de traitement

Jean Bernard Serbielle, responsable de l'association

Son association milite pour faire échouer le projet de centre d'enfouissement, prévu dans son village natal sur des principes correspondant à u

#### Comment est née votre initiative ?

En Aout 2006, nous apprenons par la radio que des représentants de Bil ta Garbi viendraient en mairie de Charritte-de-Bas, pour exposer leurs projets de traitement des déchets. Personne dans le village n'était au courant de cette réunion. D'entrée, nous avons été extrêmement surpris par ce procédé.

#### Vous décidez alors de créer l'association Terre Verte ?

Nous sommes trois amis de sensibilité politique différente, mais, très attachés à cette commune. Nous sommes ahuris par cette manière de procéder, en particulier, l'un d'entre nous qui possède un doctorat en environnement. Dans la foulée, nous décidons de créer une association pour s'opposer à ce projet et proposer une alternative. Nous voulons cette association « apolitique ». Terre Verte regroupe actuellement plus de 300 membres. Certains adhérents habitent la côte basque ou même Paris.

#### Quelle a été votre première impression ?

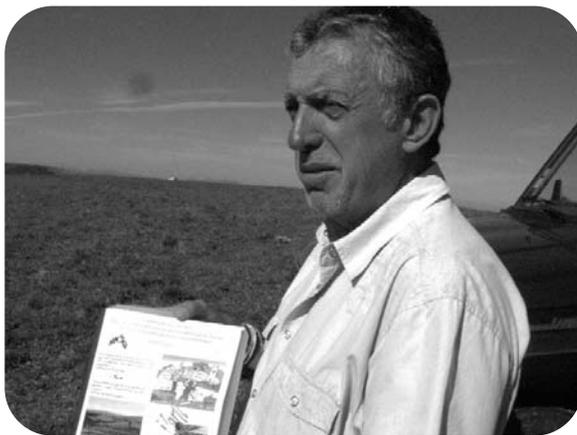
Celle d'une imposition, d'un manque de respect. Pour nous, Bil ta Garbi a une gouvernance dictatoriale.

#### Ce sont des termes très forts. Quels sont les problèmes ?

À cette présentation de juillet 2006 au conseil municipal, à laquelle quelques charritains se sont invités, ont succédé 3 permanences de Bil ta Garbi en Mairie de Charritte, permanences que nous avons négociées.

À la suite, une réunion publique s'est tenu à Charritte, réunion à laquelle était convié un certain nombre de « représentants acquis à la cause et au process de Bil ta Garbi ». Alain Iriart, président de Bil ta Garbi souhaitait présenter son procédé de traitement des déchets mais surtout ne souhaitait pas répondre aux inquiétudes des populations concernées, laquelle s'était manifestée par diverses questions posées qui à ce jour sont toujours sans réponse.

Quelques jours plus tard, une délégation de Terre Verte s'est rendue dans les bureaux de Bil ta Garbi en Mairie de St-Pierre-d'Irube afin d'entamer un dialogue et de demander à participer à tous les tours de table concernant le traitement des déchets. Alain Iriart a accepté cette proposition qui malheureusement n'a jamais été suivie d'effet. Nous avons eu le sentiment d'être « manipulés ».



Nous ne pouvons nous exprimer que dans le cadre de la CLIS, créée par M. le Sous-Préfet Jean-Luc Trocon. Nous nous invitons aux Conseils syndicaux de Bil ta Garbi et nous constatons malheureusement que les élus participant à cette « mascarade » votent à main levée sans connaître les tenants et les aboutissants de ce projet sur un plan technique.

#### Pourquoi, selon vous, Bil ta Garbi aurait choisi ce site ?

Au départ, il y avait plusieurs options pour de nouveaux sites d'enfouissement. La première qui a été privilégiée concernait la région d'Amikuze. Puis, une association locale particulièrement active avec l'aide des élus a réussi à détourner ce projet.

#### Est-ce choquant d'avoir choisi Charritte-de-Bas. N'est-ce pas une démarche égoïste ?

Oui Charritte ou ailleurs, car il s'agit d'une aberration sur le plan technique. Il est hors de question que ce type de projet se réalise, ici ou ailleurs. Ils ont l'intention de réserver 50 ha pour enfouir les déchets et les traiter. C'est purement et simplement une aberration. Le plus grave concerne le site choisi. Ce terrain est traversé par 9 sources, selon le rapport effectué par Bil ta Garbi lui-même. Nous en avons encore recensé davantage. Le pire est que le sol de ce terrain n'offre aucune garantie d'imperméabilité et qui plus est, nous sommes sur le bassin versant du Saison avec ce que cela comporte en matière de pollution future, et, cerise sur le gâteau, nous avons des cours d'eau où nous rencontrons entre autres espèces, l'écrevisse à pattes blanches espèce protégée.

#### Pourquoi Bil ta Garbi a-t-il réalisé ce choix ?

Au départ, ils ont sans doute repéré ce terrain isolé, avec des terres assez rapidement disponibles. Certains paysans propriétaires n'ont pas de successeurs et sont prêts à vendre leur terre. Nous n'avons pas d'autres explications.



## Bielle, Terre Verte : Des familles de centre d'enfouissement ”

projet à la population locale, et les réactions que peuvent susciter ce type de projet à forte emprise foncière.  
Des familles de centre d'enfouissement de Charritte-de-Bas.

Terre Verte, est un homme en colère et responsable.

de Charritte-de-Bas. Il reproche un manque de concertation inadmissible et propose un projet basé selon lui, un traitement moderne des déchets.

### Quels sont les principes de votre contre-projet ?

En priorité, nous souhaitons responsabiliser les citoyens. Dès 2006, nous prenons des contacts pour repérer des expériences intéressantes. Un premier contact en Bretagne nous amène de fil en aiguille, en Alsace. Nous rencontrons M. Dany Dietman, un responsable local remarquable, président de la Communauté de communes de la Porte d'Alsace. Il a mis en place un remarquable système de gestion. Il fait payer aux contribuables de la Communauté des Communes, un impôt correspondant à la gestion du traitement de leurs déchets. Les contribuables sont incités à trier au maximum leur déchet, pour qu'un maximum d'entre eux soient traités, convertis en nouvelles énergies qui une fois vendus, deviennent de nouvelles sources de financement de la Communauté de communes. Grâce à ce cercle vertueux, les contribuables de cette Communauté de communes paient de moins en moins de TEOM (Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères). L'impératif en la matière est d'éduquer et de responsabiliser les gens.

### Il s'agit aussi de la priorité de Bil ta Garbi, éduquer, sensibiliser, avec même désormais des ambassadeurs du tri ?

Même si le syndicat communique régulièrement j'en doute fort. Bil ta Garbi a été récemment épinglé par la Chambre Régionale des Comptes pour leur inefficacité, en matière d'éducation et de prévention. Nous avons mené une expérience avec 16 familles volontaires. Nous les avons formées à la réduction de production des déchets et à leur traitement, notamment, par des composts personnels. Le bilan est bien meilleur que les statistiques avancées par Bil ta Garbi. Nous parvenons à un

recyclage de 85% de leur déchet. J'ajoute qu'une expérience similaire a été menée en Pays Basque Sud pour un résultat identique (81% de valorisation)



### Pouvez-vous comparer cette expérience menée auprès de familles militantes et l'action menée par Bil ta Garbi, à l'échelle du Pays basque nord, dans une société où tout le monde est encore loin d'adopter les bons réflexes ?

Bien évidemment, mais leur performance ne sont pas satisfaisantes. Nous démontrons que la marge de progression est considérable et je veux surtout dénoncé le financement pharamineux de ce projet qui n'est nullement en adéquation avec la réalité actuelle. Pauvres contribuables qui paieront pendant des années !!!

### Défendez-vous d'autres idées majeures ?

Nous pensons que la technique de l'enfouissement est dépassée. Elle dévore de l'espace. Comme dans notre cas, elle peut être une grave source de pollution. Elle produit une énergie de faible qualité. Après avoir évité au maximum la nécessité de traiter des déchets, il existe des techniques modernes de traitement mais toutes basées sur le détournement à la base de tous les fermentescibles (matière organique), méthanisation (valorisation organique) et incinération nouvelle génération (valorisation énergétique)

### En avez-vous la garantie ?

Des spécialistes de la question, des industriels nous l'affirment. Bil ta Garbi est un simple instrument local pour satisfaire l'appétit l'une des entreprises majeures de ce secteur, à savoir Veolia, le principal concurrent du groupe Suez, à travers sa filiale Onyx. Bayonne est très lié à Veolia. C'est même un des principaux sponsors de l'Aviron Bayonnais. Son directeur général est originaire du Pays Basque.

Les industriels reprochent en particulier, à ce projet, son manque de rentabilité. Pour être rentable, il faut traiter une masse suffisante de déchets. Cela doit se réaliser à l'échelle du département des Pyrénées Atlantiques. Les installations sont déjà prêtes. Il suffirait d'utiliser le réseau ferroviaire existant pour acheminer les déchets.



Voilà donc cent jours et un peu plus que le nouveau Gouvernement basque est en place et, normalement, en fonction. Je dis normalement parce qu'on ne le voit pas très actif. Ce sont les vacances d'été, soit, mais quand même... C'est aussi le temps de la crise économique la plus dure depuis près d'un siècle. Quand à l'ETA, si elle est à Palma de Majorque, elle, ce n'est pas pour y prendre des vacances. Elle y fête comme elle croit devoir le faire, c'est à dire de façon meurtrière, cinquante ans d'existence. Il y a donc longtemps qu'elle a dépassé l'âge de raison (malheureusement sans s'y être arrêtée) et elle doit prendre ce gouvernement pour un garnement. Garnement à qui elle veut tirer les oreilles en faisant brûler vifs de jeunes Gardes-civils. Pour une équipe de politicien(ne)s qui n'avaient pas assez de mots durs, injurieux, voire orduriers, genre « fascistes, racistes, complices d'ETA, dictateurs, fils de... » envers le Parti Nationaliste Basque et ses alliés quand ces derniers étaient au pouvoir, je les trouve bien pâlots maintenant, presque discrets. À les entendre, ETA était comme un poisson dans l'eau en Euskadi à cause de la coupable complaisance, pour ne pas dire plus, du Gouvernement nationaliste basque. Aujourd'hui qu'Euskadi connaît (grâce à des manoeuvres qui se voudraient « légales » mais qui sont surtout espagnoles et dignes du casse du siècle) un gouvernement nationaliste... espagnol, on voit combien tout a changé et que ETA ne fait plus ce qu'elle veut, quand elle veut, ou elle veut ! Depuis cinquante qu'elle est soit disant à l'agonie, la banda terrorista est cette fois définitivement frappée d'un coup définitivement mortellement mortel. Heureusement que ces complices ont été chassés du pouvoir en Euskadi par la volonté des législateurs madrilènes, sans cela rien n'aurait été possible !

Et en ce qui concerne la crise me direz-vous ? D'abord, la crise, elle est partout, hein ? Et puis, si elle est venue, elle partira ! Comme partout. Et puis les trente années de gestion des ethno-nationalistes, même s'ils devaient payer sans doute l'impôt révolutionnaire à leurs amis Etxarras, ont quand même laissé des économies. C'est mieux qu'un déficit pour faire face aux difficultés actuelles, et l'équipe Droite-Parti Socialiste du nouveau gouvernement a eu ainsi l'esprit tranquille pour s'attaquer enfin à un véritable problème d'une autre envergure qui, au contraire de tout ce que faisaient les nationalistes (basques bien sûr), n'a rien d'idéologique et qui a été prestement et admirablement réglé en un tour de main dès l'entrée en fonction de la nouvelle équipe, à savoir : la carte météo de la télévision !

Finie la propagande séparatiste qui montrait une carte des sept provinces basques (dont trois en France) tous les soirs et matins dans le but d'endoctriner la jeunesse du pays et la pousser insidieusement mais délibérément dans les bras d'ETA ! Après une première correction (à dimension réellement historique !), une nouvelle carte savamment étudiée montrait (tenait-vous bien, il fallait y penser !) : une parti des Landes, uniquement française, toute la région de Burgos uniquement espagnole, mais sans la Soule ni la moitié de la Navarre, deux provinces basques ! Les bascophones de ces deux dernières régions n'avaient qu'à se débrouiller, après tout ils savent aussi l'espagnol et/ou le français ! Ce qui importait c'est qu'une injustice insupportable était réparée : les Landais et les Castillans pouvaient prendre connaissance de la météo en basque ! À condition qu'ils connaissent le basque me direz-vous, mais je pense que l'objectif suivant du nouveau gouvernement était d'ouvrir des ikastolas dans le département 40 et dans la communauté autonome espagnole voisine. Car, sachez-le, rien n'arrête ces farouches défenseurs de la langue basque ! Ils nous le

prouveront certainement dès la rentrée scolaire prochaine. Quel bond en avant elle va faire ! À croire qu'un coup de pied au cul, retenu depuis trente ans, va enfin se libérer pour la propulser là d'où, paraît-il, elle vient : jusqu'au Caucase ! Cocasse, non ?

Mais on a beau être impérialiste espagnol, on n'en est pas moins parfois sujet à des moments de lucidité et, le ridicule de cette carte, avant qu'il ne tue leurs auteurs, sautant aux yeux, ceux-ci jugèrent bon de la changer assez rapidement. À ce jour donc, nous avons droit aux sept provinces basques réunifiées (pardon pour le mot) mais (Dieu merci) elles ne sont pas seules et on les voit à peine différenciées de ce qui les entourent, coté espagnol et français. C'est un peu curieux parce que un tiers à la moitié de la carte ne sert à rien si ce n'est à « montrer » que le Pays Basque n'est pas « séparé » mais une simple partie de quelque chose de plus grand. On a l'impression que le météorologue a fait un mauvais cadrage, un plan beaucoup trop grand de la carte pour illustrer son propos qui reste, ne l'oublions pas, le temps qu'il fera au Pays Basque ! Soyons honnête, il donne aussi l'impression d'avoir ainsi pris de la hauteur. On dirait qu'il s'est penché par le hublot du satellite pour immortaliser le Pays Basque irrémédiablement rattaché à l'Espagne. Il n'y a d'ailleurs que de là-haut qu'on pouvait voir une chose pareille, il fallait avoir la tête dans les étoiles, ou prendre ses désirs pour des réalités, ou prendre un grand verre de quelque chose de fort. En tous cas ne pas être dans un état normal.

Le seul petit défaut résiduel de cette carte, c'est qu'on a un peu l'impression que l'Espagne a annexé le Pays Basque français. Mais l'essentiel est sauf : on ne montre plus la carte du Pays Basque en tant que tel. Cela n'a pas été simple, mais on y est arrivé. Mon Dieu, que la politique, pardon : la météorologie, est un art difficile !



## L'humanisme d'EAJ-PNB face au capitalisme et au socialisme

L'humanisme d'EAJ-PNB est un « modèle de société » alternative au capitalisme et au socialisme. Le capitalisme est dominé par la recherche absolue du profit et par la loi du plus fort, au détriment de l'égalité et fraternité, mais aussi une alternative au socialisme, dominé par l'État et le collectivisme au détriment de la liberté. Les deux « modèles de société » ont montré leur limite. Les deux modèles capitalisme et socialisme

sont limités par le périmètre de l'analyse (économique et écologique) qu'il faut compléter par d'autres analyses, sociologiques, psychologiques, philosophiques et anthropologiques dans les domaines de l'éducation, les médias, la culture, la santé et la politique.

### L'humanisme est un modèle de société, entre le capitalisme et le socialisme

Les modèles actuels lient la compétition, à la coopération. Cela suppose de suivre une logique darwinienne de la loi du plus fort. En économie capitaliste, basée sur la recherche du profit, la primauté est donnée à la concurrence sur un marché libre, où devront gagner les plus forts, au détriment des plus faibles, et non l'intérêt général.

#### Le développement humain.

L'hypothèse est que l'argent fait le bonheur des hommes et femmes, et d'autre part, que l'optimisation par la recherche du profit conduit à la meilleure façon d'augmenter la richesse globale

qui retombe en pluie en enrichissant la collectivité dans son ensemble, crée des emplois, etc. Toutes ces hypothèses s'avèrent fausses. L'argent ne fait pas le bonheur, l'accroissement du marché global n'incombe pas à la population mais accroît la richesse créée par la minorité de personnes déjà riches et puissantes. La concurrence crée des monopoles, concentration d'entreprises, la liberté de marché car l'ac-

représentation des courants d'opinion. L'actuel système d'élections en France qui favorise le scrutin majoritaire qui élimine du pouvoir les partis même s'ils représentent plus de 49% des voix. L'expérience humanisme en Pays Basque trouve un grand exemple dans les Coopératives de Mondragon inspirées de l'humanisme de son fondateur le prêtre Arizmendiarieta.

Andoni Ortuzar, à l'Alhondiga, à Bilbao



cess à l'information n'est pas la même pour tous (liaisons médias, hommes politiques, entreprises), le « prix du marché n'est pas forcément un prix d'équilibre ».

### EAJ-PNB pratique et développe ce modèle des sa fondation il y a plus de 100 ans.

Dans le domaine de l'éducation, l'école et l'université : optimisation des meilleures ressources envers les meilleurs éléments qui éliminent les faibles, le système fait fuir les meilleurs élèves, les collèges jugés les moins bons (créant des ghettos), inégalité des offres sur le territoire. Dans les secteurs services publics, culture du résultat mais non de son efficacité : hôpitaux, police, jouant la statistique. Dans le domaine politique la démocratie repose sur une juste

### Le meilleur exemple de l'humanisme est le modèle de coopératives de Mondragon.

L'humanisme est une alternative au capitalisme et au socialisme. L'homme est l'axe central privilégiant la coopération face à la compétition. Et cela est à l'origine d'EAJ-PNB dès sa naissance. Elle est pratiquée dans tous les Gouvernements basques ou la participation du parti à été requise. Cela se traduit par un des indices de développement humain les plus élevés au monde, équivalents aux grands pays comme les Scandinaves.

### La coopération est le mot clef, pas la compétition.

Le projet de Collectivité Territoriale d'EAJ-PNB, en Iparralde permettra l'expérimentation de nouvelles formules pratiquées déjà par l'humanisme des coopératives et les institutions publiques basques du sud, non seulement dans les domaines économiques et écologiques, mais aussi dans les domaines sociaux, éducation, culture et, pourquoi pas dans le domaine politique. La Collectivité Territoriale permet l'expérimentation de différents domaines. À nous de les saisir et de faire un Pays Basque où on se prenne en charge. Nous construisons l'avenir de notre cher Pays où il fait bon vivre, tout en étant fier de pouvoir construire le futur.



## Bilbao et son cadre culturel

La ville, se divise en 8 arrondissements et 40 quartiers. Ses 360.000 habitants environ en font la ville la plus peuplée de la Région Autonome Basque. Ce chiffre atteint les 800.000 habitants, si nous considérons la population des localités situées dans un rayon de 20 kilomètres de Bilbao. Bilbao a fait de la culture un pilier de son projet de régénération. Les infrastructures de la ville lui permettent d'héberger tout un éventail d'activités culturelles et sportives. L'offre culturelle, notamment, exerce un attrait irrésistible.

### Qu'est-ce qu'Alhóndiga Bilbao ?

C'est un projet stratégique de grande ampleur entrepris par la Ville de Bilbao en 2002. L'opération en cours consiste en la réhabilitation d'une ancienne entrepôt de vins et liqueurs, afin d'héberger un centre de loisirs et de culture. Une société anonyme fut créée à cet effet en 2005, dont le capital social est détenu à 100% par la Mairie de Bilbao. Son assemblée générale des actionnaires est la séance plénière du Conseil municipal. Les objectifs de cette société anonyme municipale sont : la construction du nouveau centre de loisirs et culture, le développement de l'organisation et du modèle de gestion et la programmation et gestion de tout type d'activités après son ouverture.

Un conseil d'administration de neuf membres se charge de la gestion d'Alhóndiga Bilbao, dont lesquels trois personnes nous ne sommes pas des conseillers municipaux (politiques). Pour rendre son action plus agile, ce Conseil a délégué de nombreux pouvoirs en la personne d'une Conseillère Déléguée.

### Le concept

Une commission fut mise en place en 2003. Elle fut chargée de mettre en œuvre un Plan de Viabilité. L'une des premières réflexions de la commission fut celle-ci : quels sont les services que n'assure pas à ce jour l'administration municipale dans le sixième arrondissement ? Quel type d'équipement fait encore défaut dans la ville ? Que manque-t-il au Bilbao Métropolitain ? Ces réflexions ayant pour corollaire la question: de quelles activités aimerait disposer une personne qui déciderait de vivre la culture et les loisirs dans la ville ?

La réponse aux questions mentionnées n'avait rien d'original en soi. C'était une devise aussi classique que la maxime romaine "Mens sana in corpore sano".

En conclusion, on pourrait définir que Alhóndiga Bilbao :

"C'est un espace public de loisirs et de culture, pensé et conçu pour l'épanouissement intégral de la personne ainsi que pour favoriser le développement des relations humaines. Alhóndiga Bilbao appartient à tous les habitants".

### Le bâtiment et les espaces

Ce bâtiment, qu'en 2009 célébrera son centenaire, a été classé comme bien culturel avec catégorie de monument par le Gouvernement Basque (Décret 397/1998, du 27 décembre). En 2010 il deviendra un équipement tout à fait indispensable au cœur de la cité. De fait, Bilbao possède des nombreux équipements culturels importants, comme nous avons déjà vu, mais dans le sixième arrondissement, dans le centre de la ville, il manque par exemple, des espaces publics pour l'activité physique, ou une médiathèque municipale et publique. Ce nouvel équipement, doté d'un espace supérieure aux 43.000 m<sup>2</sup>, est édifié dans une surface presque carrée de 100 mètres de côté.

De l'ancien magasin on a conservé et on a réhabilité tout le périmètre de la façade externe et l'espace depuis celle-ci jusqu'à la première file de piliers existants, surface qui constitue les couloirs. Tout le reste de l'ancien bâtiment a été démoli. Dans cet espace vide, se lèvent trois bâtiments (la médiathèque, l'espace d'activité physique et l'espace d'activités complémentaires.

La part de l'ancienne alhóndiga, ce qu'on appelle les couloirs, sont intégrés dans la vision du bâtiment à travers d'une façade continue de verre, qui permet de voir la structure originale (la chair) et le renforcement métallique exécuté pour permettre sa conservation. Dans ces couloirs se trouvent les activités complémentaires par rapport aux utilisations principaux, comme par exemple: cafétéria et restaurants, banque électronique, les bureaux d'administration, etc., communiqué avec les nouveaux bâtiments par des passerelles.

Les couloirs donnent sur une vue splendide: la place intérieure/atrium. Depuis cette place ou atrium on accède, aux deux sous-sols dans lesquels se trouvent la salle d'expositions, l'auditorium avec une capacité pour 400 spectateurs, les salles de cinéma, ainsi qu'une salle polyvalente, las Salle Bastida. Le plafond des trois nouveaux bâtiments, avec la couverture de l'atrium, forment le sol du quatrième étage dans lequel se placent une piscine et une terrasse.

Le projet est l'oeuvre de Philippe Starck, qui eut un coup de cœur pour le projet, malgré les contraintes financières imposées à l'exécution par Alhóndiga Bilbao.

Un projet qui est développé dans un espace à réhabiliter a de nombreux inconvénients de sortie, mais, par contre, sa vie précédente l'enrichit notamment. Starck a cherché la synthèse entre fonctionnalité et espace attractif sans fausses notes, en recourant à des matériaux présents dans l'ancien bâtiment de l'architecte Ricardo Bastida (le fer, le béton, la brique, le verre), mais en prenant soin de recourir à des systèmes de construction innovants et en veillant toujours à mettre la personne au centre du projet. La conception intérieure des bâtiments recherche la polyvalence des espaces. Tout en facilitant leur future reconversion et en réduisant au maximum le nombre de servitudes possibles.

L'investissement prévu pour le centre de loisirs et culture s'élève à 72 millions d'Euros limitrophes.



Voici la surface des espaces les plus importants :

Salle d'expositions	1.684 m <sup>2</sup>
Auditorium	1.079 m <sup>2</sup>
Médiathèque	3.800 m <sup>2</sup>
Cinémas	2.122 m <sup>2</sup>
Piscine de loisirs	2.500 m <sup>2</sup>
Terrasse au soleil	2.600 m <sup>2</sup>
Place centrale couverte	6.193 m <sup>2</sup>
Caféterias et restaurant	1.100 m <sup>2</sup>
Gymnases	2.676 m <sup>2</sup>
Petites activités commerciales	600 m <sup>2</sup>

Le bâtiment hébergera également le Centre Supérieur des Arts Scéniques du Pays Basque auquel on a réservé une surface de 2.000 mètres carrés.

Le centre de loisirs et de culture, au sens strict, entrera en fonctionnement en deux phases : la première au printemps 2010 ; et la seconde, en automne de la même année.



## L'autonomie fiscale, un système efficace

L'autonomie fiscale de la Collectivité territoriale du Pays Basque a été évoquée lors du dernier numéro de Lema dans cette même rubrique. Il s'agit d'une hypothèse de travail qui peut paraître illusoire dans le cadre corseté de la République française. Pourtant, l'efficacité du système fiscal des institutions basques du sud rend inévitable la pertinence d'une adaptation de ce système en Pays Basque nord. Nous possédons la même mentalité de prise en charge.

À l'occasion des élections autonomiques catalanes, Convergencia I Unio, CiU, le principal parti catalan revendique la création d'un système fiscal catalan calqué sur le modèle du "concierto economico" basque.

Les responsables politiques locaux vantent très souvent également la réussite du Pays Basque sud. À l'heure de réfléchir sur une collectivité territoriale du Pays Basque nord, peut-on s'affranchir d'une réflexion sur une réelle autonomie fiscale ?

### Une autonomie fiscale ?

Cela correspond selon nous à disposer de la maîtrise de ses propres ressources. Cela signifie la capacité à lever l'impôt, à le réglementer et l'affecter, en fonction des choix politiques retenus.

Un des intérêts pratiques de la Collectivité territoriale du Pays Basque nord est précisément d'améliorer la gouvernance, la façon de gérer le dynamisme de la société civile locale et notamment sa capacité à susciter des projets. L'autonomie fiscale est précisément une réponse à ce besoin d'efficience publique.

### Une autonomie fiscale, est-ce réaliste ?

Les plus sceptiques défendront l'idée que dans le contexte français centralisateur, une telle revendication est illusoire. Un regard sur la réalité politique et juridique de la France, en 2010 montre que derrière un vernis centralisateur et un discours de façade, le système français est plus nuancé.

D'abord, avant la réforme sur la taxe professionnelle, les collectivités locales françaises sont parmi celles qui en Europe disposent déjà d'une grande autonomie fiscale. Les départements se financent quasiment à 50% grâce à des impôts et des taxes locales, même si globalement les budgets gérés restent très modestes au regard de ceux dont disposent leurs homologues européens. Lors du précédent numéro, nous n'avions pas pris en compte la fiscalité indirecte dans le calcul de l'autofinancement qui avoisine également la moitié du budget.

Pour situer la faiblesse du budget de la Collectivité territoriale du Pays basque, estimée à près de 380 000 000 €, le budget de la Rioja avec une population légèrement supérieure avoisine 1,3 milliards d'euros. A priori, la Rioja n'est pas plus riche. Simplement, elle gère davantage d'impôts.



La Constitution française ouvre également des espaces de liberté à exploiter, notamment, à travers la notion d'expérimentation législative ou réglementaire ou celle de Collectivité territoriale à statut particulier. Même si cette notion d'autonomie fiscale est quasiment inconnue dans le paysage politique français, à l'exception de la Nouvelle Calédonie, le potentiel juridique et l'évolution des mentalités locales rendent crédibles aujourd'hui cette hypothèse.

### Les principaux avantages du concierto economico

Il s'agit de la rapidité, de la cohérence et de la transparence.

**Rapidité.** Quasiment tous les impôts sont prélevés localement et sont immédiatement disponibles. La Collectivité territoriale du Pays Basque disposerait, à Bayonne de l'argent récolté. Nos impôts ne transiteraient plus par Paris pour qu'ensuite dans l'anonymat, ils soient redistribués dans une multitude de fonds et de procédures administratives.

**Cohérence.** La Collectivité territoriale du Pays Basque disposerait d'un financement connu et immédiatement disponible pour l'affecter à l'en-

semble de ses projets. Les responsables politiques locaux ne seraient plus dépendants du pouvoir des administrations d'État plus ou moins favorables aux projets locaux et plus ou moins ouvertes à reverser localement les impôts perçus. Par exemple, une Collectivité territoriale décide d'implanter un laboratoire de recherche et la création ou le développement d'entreprises liées à ce secteur. Elle ne dépendra plus par exemple du risque de mésentente entre le ministère de la recherche et celui de l'industrie, le premier étant favorable à ce projet alors que le second le serait moins. Au final, des projets qui peuvent être bloqués.

**Transparence.** Lors qu'un hôpital ou des logements publics se créent en Communauté autonome basque, les citoyens se rendent concrètement de l'affectation de leurs impôts. Actuellement, nos impôts sont perdus dans l'anonymat de la grande machine fiscale de Bercy. L'autonomie fiscale équivaut également à une "proximité fiscale" qui contribue au sentiment citoyen d'appartenance à une société. Nous constatons concrètement l'affectation de nos impôts.

### Erratum

Lors du précédent article, nous avons mentionné par erreur que la Collectivité territoriale du Pays Basque ne disposerait que de 29% d'autofinancement. Il s'agit du niveau de perception des impôts locaux auxquels il revient de rajouter les taxes perçues. Au total, le département bénéficierait d'environ 52% d'autofinancement, en prenant en compte la somme des impôts et des taxes.

Cette erreur n'affecte pas pour autant le budget global qui s'élève à environ 380 000 000€.

Un taux d'autofinancement plus élevé mais dans le cadre d'une gestion très limitée de compétences décentralisées. Le fond du problème demeure le même. Bénéficier d'un réel pouvoir de décision local apte à financer une gamme complète de compétences.



## **EAJ-PNB : le parti des "démocrate abertzale" ?**

Clivage droite-gauche : la vieille ligne de démarcation idéologique entre conservateurs et libéraux d'une part, et progressistes et socialistes d'autre part, a perdu une grande partie de sa substance. Les grands débats de société, le nécessaire réalisme économique, l'alternance démocratique sont autant de facteurs d'effacement de la frontière entre gauche et droite. Nous le savons bien, nous autres abertzale, qui luttons avant tout sur une autre logique, celle des libertés et des identités locales, contre le jacobinisme et le centralisme.

Pourtant, EAJ-PNB ne se reconnaît pas dans la "gauche abertzale". Nous ne croyons pas aux recettes du socialisme ni à celles d'un mouvement alternatif et contestataire. Pour autant, le PNB rejette l'idée d'une "droite abertzale", ultra-conservatrice ou ultra-libérale soumise au pouvoir de l'argent et à l'individualisme.

EAJ-PNB ne peut toutefois se contenter de revendiquer son identité démocrate-chrétienne et son "centrisme basque". Le centrisme politique est un positionnement sur l'échiquier politique, en aucun cas un projet de société. La démocratie-chrétienne est à la fois un héritage et une source historiques, mais elle ne saurait résumer la personnalité complexe du nationalisme "jeltzale". Même en Pays Basque nord, où le "centrisme" fait rêver ceux qui ont la nostalgie d'un MRP disparu à jamais. Il n'y a qu'à voir la fuite en avant du Modem de François Bayrou et l'équilibrisme droitier du Nouveau Centre.

En fait, lorsqu'on y regarde bien, le Parti nationaliste basque s'apparente plus à un l'un de ces partis "démocrates", qui structurent ou dominent les grandes démocraties anglo-saxonnes ou nordiques. À y regarder de plus près, l'identité "démocrate" donne tout à la fois perspective et profondeur au nationalisme basque tel que l'ont façonné Sabino Arana, Jose Antonio Aguirre, Juan Jose Ibarretxe.



Un parti qui met l'homme et la femme au centre de l'action politique et de l'économie, en lieu et place du seul profit ou de l'État tout puissant.

Un parti qui ne conçoit pas la liberté individuelle sans les droits collectifs, notamment linguistiques ou sociaux.

Un parti qui fait confiance à l'esprit d'entreprise et à l'initiative privée.

Un parti qui met la démocratie locale au cœur de l'intérêt général, qui fait confiance à la démocratie représentative et parlementaire.

Un parti qui croit dans les vieux principes de la vertu publique, de la responsabilité individuelle et collective.

Un parti qui croit à l'Europe et au devoir de solidarité entre les peuples.

Un parti qui préfère la justice sociale à l'État-providence, l'égalité des chances à l'égalitarisme, la prévention des conflits et la réforme plutôt que la rupture et la révolution.

Un parti qui assume le besoin d'ordre et d'équilibre de la société.

Un parti qui sait devoir accompagner et parfois devancer le progrès social, l'évolution des mœurs.

Un parti qui refuse l'enfermement identitaire et qui fait de son identité un facteur d'ouverture au monde et d'intégration, notamment pour les migrants.

Un parti qui met la science, les technologies et le progrès au service de l'homme et de la société. Et non l'inverse.

Un parti qui croit profondément à la proximité du pouvoir et au fédéralisme comme mode d'organisation politique.

Un parti qui ne conçoit pas la Démocratie sans l'État de droit, et l'État de droit sans démocratie.

Un parti qui croit que la liberté passe par l'éducation et la culture.

EAJ-PNB est tout cela, ou en tout cas, à travers son siècle d'existence au service du peuple basque, aspire à être tout cela. En Pays Basque nord, c'est le signe d'un parti qui est en définitive autant Démocrate qu'Abertzale. Sa véritable identité politique.

Alors, EAJ-PNB, un vrai parti "démocrate abertzale" ?



## Écosse - Pays Basque



M. Salmond, le premier ministre écossais, dirigeant du Scottish National Party, Parti National Écossais, actuellement, en visite au Pays

Basque, souhaite mettre en place en Écosse, un système similaire à celui de la Communauté autonome basque ou de la Communauté forale de Navarre. Il revendique « un statut de membre indépendant, au même niveau que d'autres pays, à l'intérieur de l'Union européenne ». Dans son processus, « il considère comme prioritaire, l'obtention d'une indépendance fiscale, équivalente à celle du Pays Basque ». Il revendique « pour son pays, le modèle fiscal et économique, pratiqué en Communauté autonome basque et en Navarre ».

Il associe « le développement et le bien être de son pays à des moyens supérieurs d'autonomie et d'indépendance et fait tout son possible pour y arriver ». La composition actuelle du Parlement écossais ne lui permet pas encore d'avancer dans ce sens, donc il a pour objectif « l'indépendance fiscale comme objectif prioritaire ». L'actuel panorama de crise financière, dans le monde, a permis « au Pays Basque de bien résister face à la crise, tandis que l'Espagne a souffert comme le reste de l'Europe ». Le modèle basque « permet de fixer les politiques qui s'ajustent le mieux possible à ses propres besoins. C'est un avantage que nous aimerions promouvoir, en Écosse ».

Un grand pays comme l'Écosse pose le système basque, en modèle de référence. Le projet de Collectivité territoriale d'EAJ-PNB, en Iparralde pourrait expérimenter l'autonomie fiscale pour Iparralde. Mais ce modèle pourrait être également appliqué dans toutes les régions françaises.

La responsabilité accrue d'un territoire comme le nôtre permettrait de mieux gérer nos moyens économiques et sociaux comme cela se pratique, depuis plusieurs décennies, en Pays Basque sud. Pour cela, il faut obtenir un Parlement basque du nord, avec son autonomie fiscale et son pouvoir de législation, dans des domaines aussi variés que l'économie, le social, la culture, l'écologie, etc. Pourquoi l'Écosse s'inspirerait du modèle basque du Sud et alors que le Pays Basque nord l'ignorerait ?

## Taureaux et identité nationale.



À partir de 2012, les « corridas » de taureaux seront interdites en Catalogne. Pour tout le monde, « les corridas représentent la fête nationale espagnole », à la fois pour les nationalistes catalans ou espagnols, pour ceux pour ou contre. Le Parlement catalan autonome a décidé d'interdire les « corridas ». Mais cela ne doit pas être assimilé à une victoire des nationalistes catalans sur les Espagnols. En Catalogne, les « corridas » n'attirent plus la foule, sauf à Barcelone et sa Plaza Monumental avec d'innombrables touristes. Il n'y a donc plus de négoce taurin. Ce sont les anti-taurins qui l'ont emporté. Mais le PP (droite espagnole) souhaite promouvoir une nouvelle loi au Parlement espagnol pour élever les « corridas » au rang de patrimoine culturel espagnol, et empêcher ainsi que les autres autonomies espagnoles ne votent une loi similaire à la catalane. Il s'agirait d'une nouvelle tension entre les autonomies et le gouvernement central. Que fera Bayonne et le sud-ouest de la France ? On peut imaginer que cette décision des catalans ne leur fait pas plaisir. Contagion ou non ?

## Fandango du Pays Basque !

Enfin l'été et le retour du bon Pays Basque ! Aujourd'hui, même les manifestants de Batasuna sont aussi gentils et séduisants que les danseuses sévillanes ou les Maria Dolorosa.

Un conseil d'abertzale : si après avoir visité le merveilleux patrimoine du Pays Basque, vous avez encore le temps d'aller à la plage, n'hésitez pas à y aller, en général, c'est encore gratuit !



## Halte à la discrimination souletine !

Xiberotarrak burua arin, zangoa berdin...

Entendu en Basse Navarre,

Apparemment, " gratuitement " et " pour rien ", c'est la même chose ! Et pourtant, que pensez-vous de cette histoire ?

Le Bas-Navarrais va à l'école " gratuitement ", alors que le Souletin va à l'école, " pour rien ".

Manex.

Manex est un pseudo, pratique courante sur Internet. Plus le site est douteux, plus il y a de pseudos. Nous concernant, nous sommes clairement repéré comme le blog d'EAJ-PNB.

Manex est le surnom que les Soutelins donnent aux autres Basques. Un peu vexé par cette blague, un Souletin me répondit qu'en fait c'était un honneur pour les Basques. Les Béarnais n'ont pas droit à ce qualificatif.



## **Lander Etxebarria**

Lander Etxebarria est décédé à 89 ans, dans sa maison de Saint Geours de Marenne, dans les Landes. Il était né à Baranbio (Araba). Jusqu'à la guerre civile il a habité à Baranbio. Il était l'aîné d'une famille nombreuse.

Son père affilié au PNV avait installé le Batzoki dans son appartement. Pendant son séjour à Baranbio, Lander avait appris à jouer au Txistu et les danses basques. À la prise de Bilbao, toute la famille a été évacuée. Ils sont allés jusqu'à Asturias. Ils ont pu s'embarquer et en traversant la France, ils sont arrivés en Catalogne.

À 18 ans, il a été mobilisé pendant quelques mois. Son père avait été garde du corps de Manuel de Irujo, quand il a été ministre. Lander a réussi à passer la frontière après la perte de la Catalogne. Il a été dans plusieurs camps de prisonniers, jusqu'à pouvoir arriver au camp de Gurs. Il a pu sortir et rejoindre sa famille qui se trouvait à Saint Geours de Marenne.

Il a formé un groupe de danses basques et il a pu le présenter, ikurriña en tête, dans les Landes et ailleurs.

En 1947, il a été élu président de Euzko Gaztedi à l'Assemblée de Baiona.



Au début des années 1960, il avait décidé de rentrer avec sa famille. Il s'est installé à Amurrio – Baranbio. Mais il n'est pas resté longtemps. Il était très surveillé par la Police franquiste et craignait d'être arrêté. Et il est rentré avec sa famille à Saint-Geours de Marenne.

Il a participé à l'Aberri Eguna clandestin de Donostia en 1968. Il a toujours été affilié au PNV. Depuis 1982 jusqu'à 1990, il a été Secrétaire de la Junta de Lapurdi et suppléant à l'Assemblée Nationale, où il a pris part régulièrement.

Il a été de la Commission chargée de la création du PNB en Iparralde.

Il était affilié au biltzar de Baiona, mais depuis quelques années, à cause de ses problèmes de santé, il ne pouvait pas assister aux réunions. Profondément abertzale, jeltzale convaincu, il s'intéressait toujours aux problèmes d'Euzkadi, autant d'Iparralde comme de Hegoalde.

Goyan bgo Lander eta egun haundirarte.

*Iñaki Durañoña.*

### **Calendrier d'octobre :**

#### **Samedi 16 octobre 2010 :**

Sortie à Ataun et Lazkao, organisée par le biltzar du BAB.

- visite du musée Barandiaran à Ataun le matin
- visite de la très riche bibliothèque du monastère des Bénédictins à Lazkao, l'après-midi

#### **Vendredi 22 octobre 2010 :**

Inauguration du batzoki de St-Jean-de-Luz.

**Renseignements au 05.59.46.15.34.**



## **Paul Aguirre : « ceux d'EAJ-PNB, les plus sérieux »**

Paul Aguirre est un militant « historique » d'EAJ-PNB qui a vécu, au Venezuela, à Caracas, un des fiefs de l'abertzalisme, en Amérique du Sud. Paul Aguirre a connu l'aventure de Radio Euskadi, la radio de la résistance basque.

### **Quel est ton parcours ?**

Je suis né en Biscaye, à Bilbao, en 1927. Mes parents étaient davantage Républicains qu'abertzale. Lors de la guerre civile, j'ai quitté Durango pour rejoindre Bayonne. En 1949, je suis allé au Venezuela, à Caracas, avec mon père.

### **Cela a dû être un grand changement ?**

Au Venezuela, j'ai véritablement pris conscience que j'étais Basque. Je cotoyais d'autres personnes, souvent des nationalistes, à l'Euskal Etxea, au centre basque de Caracas. Il y avait une forte proportion de Basques abertzale, au Venezuela

### **Comment êtes-vous devenus jeltzale ?**

Il s'agissait des personnes qui me plaisaient le plus. Il y avait des personnes de différentes tendances, essentiellement d'ANV ou d'EAJ-PNB. Les abertzale d'EAJ-PNB me paraissaient les plus sérieux.

### **Comment viviez-vous là-bas ?**

Il y avait une ambiance basque, au centre basque de Caracas. Nous étions 600 familles, dans ce centre. Les réfugiés avaient recréé une petite Euskadi. Ils étaient sereins. La guerre était derrière eux, mais ils continuaient à construire Euskadi, à leur façon. Ils ne parlaient

jamais de la guerre. Beaucoup d'entre eux étaient appréciés par les autorités vénézuéliennes. Réfugiés à Bayonne ou sur la côte basque, ils étaient méprisés parce qu'ils n'avaient rien et parlaient en basque à leurs enfants. C'était un grand changement pour eux. Ils parlaient de rien et développaient souvent des entreprises.

### **Quelles étaient vos activités ?**

Nous faisons connaître le Pays Basque, Euzkadi, aux Vénézuéliens. Nous avons construit Radio Euskadi, la radio de la résistance basque. Durant la période de la guerre civile, Radio Euskadi était établi, en France, avant d'être fermé sur ordre d'un fonctionnaire du gouvernement de Vichy, un certain François Mitterrand. Cette radio a été déplacée, au Venezuela. Nous les jeunes d'EGI, nous avons réussi à héberger cette radio, de 1965, jusqu'en 1977, durant toute la période franquiste et même au-delà. En Communauté autonome basque, les Basques étaient émus d'entendre Radio Euskadi, la seule radio basque.

### **Vous aviez des secrets, des anecdotes ?**

Aujourd'hui, on peut en raconter. Nous appelions cette radio, « la txalupa », la chaloupe, pour faire croire qu'elle était située, en mer. Nous nommions la cassette enregistrée, le «taloa». Nous devions parcourir des kilomètres pour qu'elle parvienne à la station qui émettait



les enregistrements. Eztitxu était venu nous voir, une fois. Elle avait peur. C'était assez impressionnant de voir cette artiste chez nous. On jouait régulièrement, au mus avec les gudari. Le mus est une sorte de jeu de poker.

### **Vous avez cotoyé les gudari, les combattants basques de la guerre civile, puis, les premiers réfugiés d'ETA. Y avait-il des différences de mentalité ?**

Les gudari de la guerre civile étaient plus tranquilles. Leur mentalité était la suivante : on est là et on doit continuer à construire. Ils ont financé l'Euskal Etxea, l'ikastola. On vivait dans une petite Euskadi. On fêtaient l'Aberri Eguna, les San Fermine, mais aussi, Santo Tomas ou San Sebastien... Ils avaient toujours l'espoir de retrouver leur terre. Un jour, Euskadi...

### **Comment s'est réalisé le retour, en Euskadi ?**

Je suis revenu, à Bayonne, en 1992, pour la retraite. Cette ville avait complètement changé. Actuellement, le sentiment basque est beaucoup plus extériorisé, en comparaison, à l'époque où j'étais venu à Bayonne, avec mes parents.

## **RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT**

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -  
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : [contact@ej-pnb.eu](mailto:contact@ej-pnb.eu) - site : <http://www.eaj-pnb.eu>  
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

**ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS** Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz,  
**Ramunxo Camblong** 06 19 97 15 75 [rxocamblong@hotmail.fr](mailto:rxocamblong@hotmail.fr) - Basse-Navarre-Soule, **Paco**  
**Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong**  
06 82 82 86 12 [daniel.camblong@wanadoo.fr](mailto:daniel.camblong@wanadoo.fr) - Saint-Jean-de-Luz, **Ander Ugarte** 05.59.26.99.26 [ander.ugarte@wanadoo.fr](mailto:ander.ugarte@wanadoo.fr).



**Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque**



Imprimé sur papier recyclé